

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne  
Cité Administrative – bâtiment A  
24016 PERIGUEUX CEDEX

PERIGUEUX, le 27/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS RAMEAU Jean-Claude et Fils**

Lieu-dit « Les Farguettes »  
**24520 – SAINT NEXANS**

Références : **UBD24-47/0126/2024**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement **SAS RAMEAU Jean-Claude et Fils** implanté au lieu-dit « Les Farguettes » 24520 – SAINT NEXANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS RAMEAU Jean-Claude et Fils
- lieu-dit « Les Farguettes » 24520 – SAINT NEXANS
- Code AIOT dans GUN : 0005208312
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Monsieur RAMEAU Frédéric, gérant de la SAS RAMEAU Jean-Claude et Fils, exploite, sur la commune de Saint Nexans, un dépôt de véhicules hors d'usage autorisé par arrêté préfectoral du 23 février 1998, complété par l'arrêté n° 100692 du 11 mai 2010.

La société est spécialisée dans la récupération de V.H.U., la vente de pièces détachées neuve et d'occasion.

L'établissement avait fait l'objet d'une visite d'inspection le 06 août 2018 suite à un incendie sur le site. M. le Préfet avait pris un arrêté Préfectoral de Mise en Demeure (APMD) en date du 25 octobre 2018 comportant certaines demandes complémentaires.

Un dossier, concernant la demande d'enregistrement pour la régularisation du site et l'échéancier concernant la réalisation des travaux relatifs à la réalisation d'une dalle étanche et la mise en conformité de la défense incendie, avait été transmis à l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2019.

L'exploitant a donc été autorisé à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage (VHU), sur les parcelles n°85, n°854, n°1388, n°1404, n° 1406, n°1410 en zone Uxi de la commune de Saint Nexans, par arrêté préfectoral n° 2021-01-01 du 4 janvier 2021 portant enregistrement, agrément et régularisation de ses installations.

Aujourd'hui 35 personnes travaillent sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions de l'arrêté ministériel par sondage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractéristique des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 10	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13	/	Sans objet
Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 15	/	Sans objet
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 20	/	Sans objet
Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est dans l'ensemble bien tenu, il est cependant constaté que le site nécessite la réalisation d'une deuxième dalle étanche pour le stockage des véhicules non-dépollués , celle déjà réalisée étant aujourd'hui insuffisante. L'exploitant a déclaré qu'une étude et un projet de financement étaient en cours mais suite aux derniers investissements importants réalisés sur le site en 2020, il avait besoin de temps pour constituer la trésorerie nécessaire.  
Aucune suite n'est pour le moment envisagée.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Caractéristique des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétention des eaux polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
<b>Constats :</b> Le sol des aires de démontage est imperméable et relié à un séparateur hydrocarbures. Les pièces issues de la dépollution des véhicules sont stockées sous hangar ainsi que le stockage de fluides sur rétention. La quantité de véhicules entrant étant de plus en plus importante, l'exploitant a pour projet la réalisation d'une dalle étanche supplémentaire. Une trésorerie est en cours de constitution à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès à l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.  Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> Les prescriptions sont dans l'ensemble respectées. Il est cependant demandé à l'exploitant de veiller, par la suite, à ne pas encombrer les allées réservées aux engins des services de secours, car le jour de l'inspection quelques véhicules hors d'usage encombraient les allées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.
<b>Constats :</b> Le site est clos et muni de portails.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> ainsi que de plusieurs extincteurs disposés à différents endroits du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.  Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.  L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.  Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
<b>Constats :</b> Les prescriptions concernant le stockage et les rétentions sont respectées.  Les véhicules dépollués ne sont pas superposés, le parc n'est pas accessible au public, seul le personnel habilité procède au démontage de pièces à la demande du client.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet